

Au Kremlin avec Lénine

Vilkens

Source: «Le Libertaire», 3e année, n°108, 11 février 1921.

L'après-midi du 8 septembre 1920, j'ai eu une entrevue avec Lénine dans son cabinet de travail au Kremlin.

Lénine était vêtu simplement, d'un pantalon noir rayé et d'un veston d'alpaga noir. Les traits de sa physionomie sont moins durs que dans ses portraits. Son regard est plus fatigué que pénétrant.

Il a des allures très simples, inspirant la confiance au plus timide. Quand il développe une idée, il ferme à demi les yeux et se penche de son fauteuil sur son interlocuteur, comme s'il voulait surprendre les notes que prend ce dernier. La clarté de son expression, sa facilité à présenter toutes sortes de conceptions, mettent ses idées à la portée de toutes les intelligences.

Faute de place, ici je rapporte seulement ses réponses à mes questions.

— Nous avons fait, dit Lénine, l'expérience décentralisatrice ; dans les premiers mois de la révolution les pouvoirs locaux, au moyen du Soviet s'érigèrent autonomes ; de ce fait la Russie se transformait en une infinité de groupements sans cohésion, sans aucune liaison, sans relations entre eux. Chacun marchait pour son compte. Il y avait impossibilité à contenir le désordre, à faire respecter les décisions du pouvoir central, que chaque groupement interprétait à sa façon ou qui restaient lettre morte. Point de relations avec Moscou, point de coordination entre les efforts ; on peut dire que chaque village était une petite république, qui se désintéressait de tout ce qui se passait hors de ses frontières ! Les paysans partageaient la terre à leur gré et pas toujours équitablement. Les fabriques se fermaient. C'était la famine, la désolation. Un écrivain réactionnaire, Labry, dans l'*Avant-Propos d'Une législation communiste*, constatait le fait et en a tiré les conclusions logiques...^[1]

Lénine prend ce livre sur une petite bibliothèque tournante et me lit les passages qui se rapportent à notre conversation. Ensuite il me le donne parce que, bien qu'incomplet, cet ouvrage pouvait m'aider dans mon étude ; il écrit à l'intérieur : « *Au camarade Vilkens, Lénine.* » L'exemplaire qu'il m'a donné lui avait été dédié par la [Balabanova](#).

Il poursuit :

— Ensuite, surgit le péril contre-révolutionnaire. Les bourgeois étaient disciplinés et centralisés. A l'appareil des Koltchak, des Dénikine il fallait opposer semblable appareil de force.

Autrement, pas possible de résister. Nos adversaires nous attaquaient avec acharnement, criant que c'était le chaos, que nous conduisions le pays à la ruine. La masse devint clairvoyante au milieu de son inconscience : elle comprit le besoin de changer de méthode et, elle-même, a demandé la centralisation : la centralisation est venue d'en bas. Tout le monde en était d'accord. Seulement dans l'Ukraine persiste encore la tendance désagrégratrice et c'est la cause de sa continuelle désorganisation.

C'est ainsi que s'établit la seconde période : celle de la centralisation, qui est absolument nécessaire

[1] Il s'agit de l'ouvrage de Raoul Labry, *Une législation communiste; recueil des lois, décrets, arrêtés principaux du gouvernement bolchéviste*. Paris, Payot, 1920.

pour élever le peuple, pour le préparer à son rôle historique. La centralisation s'adapte aux conditions spéciales de chaque région, aux besoins locaux.

Certaines manifestations économiques exigent la centralisation. En Russie il n'y aurait pas de communisme possible si nous n'industrialisons le pays. La base de cette industrialisation, c'est l'électrification qui, ainsi que les chemins de fer, la navigation, etc., réclame une centralisation poussée au maximum. Les bases techniques indispensables à la réalisation du communisme sont, par force, centralistes.

— Et comment pourrez-vous tenir compte des aspirations locales ?

— Au moyen des Soviets, où les producteurs, la masse ignorante, disposent d'un champ assez vaste pour déployer toutes leurs initiatives sans l'intermédiaire de mandataires étrangers. Le plus désirable, c'est qu'ils sachent y montrer l'activité.

— Et le résultat de votre expérience centraliste ?

— Pour le moment, c'est que nous pouvons vivre. Et c'est très important, parce que les expériences de cette catégorie ne se font pas sur des cadavres. Naturellement, nous commettons beaucoup de fautes : mais les essais portent toujours en avant.

— Mais il vous sera difficile de convaincre les nombreux partisans de la décentralisation. Il y aura toujours des disputes entre les révolutionnaires. Et ailleurs, il peut y avoir des conditions plus favorables à la décentralisation ?

— Je crois qu'après les expériences de la Révolution russe, les idées doivent se modifier. Et puis, avant la Révolution, certaines discussions sont byzantines. En tout cas, même dans le moment de la Révolution, il ne doit pas se produire des querelles graves sur cette question. Si le concept de la décentralisation prédomine, on peut passer sans crainte la première période ; si on peut continuer ainsi, tant mieux, sinon ce seront les masses qui pousseront à la seconde période sans laisser place aux discussions.

— Mais tous sont d'accord pour reconnaître qu'ici, en Russie, le centralisme a produit une bureaucratie inepte, qui tue tout esprit d'initiative...

— Il est vrai que nous avons un bureaucratisme avec beaucoup de défauts. Cela s'explique par le petit nombre de capacités parmi les ouvriers, ce qui nous oblige à employer en masse les anciens employés et à recruter de nouveaux spécialistes dans les rangs de la bourgeoisie dépossédée ; mais les postes de chefs sont remplis par des éléments communistes ; mais comme ils manquent d'expérience, c'est la bureaucratie qui les entraîne. L'ancienne bureaucratie et la nouvelle s'imposent par la force du nombre... C'est un problème de solution difficile. En tout cas, notre méthode a de l'avantage sur la tactique des réformistes qui voudraient laisser aussi les chefs ; ici on les a remplacés systématiquement par des éléments inexpérimentés peut-être, mais sincères. C'est une maladie qui sera évitée dans les autres pays.

— Ne croyez-vous pas que, pour obtenir des bureaucrates qu'ils servent courageusement la cause du peuple, il faudrait les faire passer périodiquement du travail de bureau au travail manuel ?

— Dans la pratique se présentent des obstacles, surtout le manque de personnel remplaçant pour assister à la continuité des services.

— De cette manière, s'établissent les bases d'une nouvelle classe, dont les caractères se précisent déjà...

— Le critère des classes n'est pas absolu dit Lénine, souriant. Toujours il y en aura qui dirigeront et

d'autres qui obéiront : les uns par leurs dons naturels s'élèveront au-dessus de la masse. Le problème, c'est de limiter les attributions et d'assurer au peuple la plus ample faculté de contrôle.

— Il deviendra donc nécessaire de faire une autre révolution pour balayer les nouveaux profiteurs ?

— Si cette bureaucratie, si les adhérents au Parti communiste, etc., se constituent en classe, il sera nécessaire de faire une autre Révolution et on la fera. Mais la nouvelle classe aurait toujours des caractères beaucoup plus restreints que la bourgeoisie.

— Et dans les pays où, à la différence de la Russie, les syndicats sont assez développés, ne sont-ils pas de « capacités » pour diriger la production ?

— Je crois que si, mais toujours à condition que les communistes acceptent tous les postes importants d'où ils pourront agir en éléments conscients du prolétariat, qui lui donnent des vues claires et contribuent à refouler l'esprit corporatif. De là le besoin de constituer des syndicats d'industrie, dont les horizons sont plus vastes, ainsi que les capacités pour effectuer les changements de profession suivant les besoins. L'activité syndicale doit forcément converger à un centre distributeur et utilisateur des énergies. Ce centre peut s'appeler commissariat ou autrement... Il faut toujours tenir compte de ceci, que les capacités syndicales ne sont plus identiques pour tous les pays ; d'ailleurs le problème est de solutions post-révolutionnaire.

Dans la période pré-révolutionnaire, il faut créer des coopératives, indépendantes du P. C, qui constitueront la base de l'appareil distributeur, le moment venu de la Révolution. Là où elles n'existent pas, on doit les créer avec un caractère nettement révolutionnaire; dans les campagnes notamment, elles présentent un grand intérêt au point de vue révolutionnaire parce qu'on peut les utiliser comme instruments de propagande ; et par la suite elles peuvent devenir des noyaux qui feront la liaison entre le prolétariat et les paysans. Les communistes doivent entrer dans toutes les coopératives, y compris celles de caractère bourgeois et y oeuvrer utilement, de manière à y obtenir tous les postes directeurs ; ainsi on évitera que ces institutions soient employées au moment critique par les contre-révolutionnaires, pour faire du sabotage.

— En ce qui concerne la militarisation du travail, n'y aurait-il pas des moyens moins forts pour obtenir les mêmes résultats ?

— Nous ne devons pas oublier que si, en régime capitaliste, il est inutile d'exercer aucune pression sur les exploités pour les obliger à travailler, c'est que le salaire est un très bon fouet dans les mains de la bourgeoisie : l'ouvrier se trouve devant l'alternative de travailler ou de mourir de faim. La contrainte est donc efficace ; le peuple doit se soumettre à produire. Après la Révolution vient une période de décomposition qu'il faut enrayer à tout prix. En de telles époques il est très difficile de triompher par la persuasion. Il faut trouver d'autres moyens ; et comme nous ne pouvons pas employer la famine, nous mobilisons : la tactique militaire a des avantages positifs ; la bourgeoisie s'en servait pour asseoir sa domination, pour faire des esclaves : nous autres, nous l'utilisons pour libérer le peuple. Nous ne devons pas avoir peur des mots.

La bourgeoisie raille Trotsky, l'appelant militarisée ^[2], tyran, mais au fond elle est furieuse de voir comme nous tirons profit de ses propres institutions. Parce que nous sommes en régime communiste, nous ne devons pas mépriser les parties utilisables du système bourgeois. Il n'y a rien de plus pratique que la responsabilité militaire et les pénalités qu'entraîne la désertion. Nous sommes convaincus que cela fait marcher les plus poltrons. Mais cette militarisation est accompagnée d'une propagande très

[2] Commissaire du peuple à la Guerre, et membre du Conseil du Travail et de Défense, Léon Trotsky avait organisé des « armées du travail » à partir d'unités de l'Armée rouge sans affectation au combat. Il avait également poussé à la militarisation de certaines branches économiques (les transports) en faveur du ravitaillement et de la mobilisation des ressources dans la Guerre civile. Fin 1920, il proposait d'élargir cette militarisation du travail au reste de l'économie et d'étatiser les syndicats, ce qui entraîna un intense débat au sein du parti bolchevique.

étendue, en vue d'expliquer au peuple le besoin de ce régime pour son propre bien-être. Nous l'élevons, nous l'amenons à cette compréhension. Nous autres, avons l'avantage de pouvoir lui parler franchement, parce que malgré tout, le peuple sent que nous sommes son véritable gouvernement ; tandis que la bourgeoisie, elle, se voit forcée de mentir, d'employer des formules fausses.

— Une fois adopté le principe de la militarisation, il faut introduire partout la discipline du travail...

— Juste. Elle est nécessaire. Autrement, il serait impossible d'accomplir les travaux désagréables. Par exemple : la tourbe est indispensable pour l'électrification, mais le travail d'extraction est très pénible et il se présente fort peu de volontaires. Je crois vous avoir dit que pour établir le communisme, il faut industrialiser le pays et d'abord, prolétarianiser la population. Nous ne redoutons pas les Grands projets : ces jours-ci, précisément, le Conseil des Commissaires en examine un très intéressant.

Il s'agit d'organiser, de mobiliser quelques millions de paysans pour les arracher à la terre, pour leur faire perdre les coutumes locales, pour en faire des ouvriers ; on les amènera d'une région à l'autre en les employant à la construction des chemins de fer, canaux, ports, coupes de bois, extraction de la tourbe, etc... Cette mobilisation ne s'appliquerait pas seulement aux hommes, mais aux femmes en même proportion ; parce qu'elles sont aussi aptes au travail et ont l'avantage d'être plus dociles, de comprendre plus rapidement les nouvelles doctrines et il n'y a pas de doute que cette innovation soit profitable.

De ces énormes masses il serait impossible d'obtenir un travail suffisant sans une rigoureuse discipline, c'est l'unique méthode sûre pour en tirer le maximum de capacité productrice dès le début. Pour que les résultats de cette organisation soient complets, il faut assurer aux travailleurs une vie et un confort supérieurs à ceux du village ; ainsi, à mesure qu'on met sur pied ces grandes armées industrielles, il faut construire des logements convenables et procurer une instruction et des récréations qu'il n'y a pas au village.

Organisation, discipline, améliorations de la vie sont les moyens indispensables pour mener à bonne fin ces formidables projets et mettre la Russie à même de se suffire à tous ses besoins. Voilà une des forces de la dictature du prolétariat.

— Soit ; mais il n'y a pas de tels problèmes à résoudre en Europe.

— Quand vous ferez l'expérience, si vous pouvez employer d'autres moyens, tant mieux.

— Et la question paysanne ?

— Les paysans forment une classe dont il est nécessaire d'abolir les caractères pour arriver au communisme. Nous ne pourrions en venir à bout que par l'organisation. Les préjugés, l'ignorance, l'attachement à la terre, les font incapables de s'assimiler les idées nouvelles et de donner leur valeur aux conquêtes révolutionnaires. Le paysan est un propriétaire de mentalité tout à fait petite-bourgeoise. Le paysan mange ; il a en général de quoi satisfaire ses besoins, tandis que le prolétaire manque de tout. Forcément il voit, les choses à travers un autre prisme. C'est pourquoi dans la Constitution ^[3], nous avons donné cinq voix à l'ouvrier contre une au paysan, dans l'élection des Soviets. Cette disposition a donné naissance à un Parti dont le mot d'ordre est : « *Egalité politique entre ouvriers et paysans* » — parti que nous sommes forcés de considérer comme une organisation contre-révolutionnaire. Quand il y aura l'égalité économique, nous donnerons l'égalité politique ; mais pour l'instant, ce n'est pas possible. Pour vaincre la mentalité petite-bourgeoise enracinée en des milliers d'individus, il faut une lutte plus dure que pour vaincre la bourgeoisie. Pour écraser la bourgeoisie, tout nous favorise ; pour vaincre l'esprit petit-bourgeois, il faut une lutte tenace pendant des années ; c'est

[3] Il s'agit de la première Constitution soviétique, adoptée par le Ve Congrès pan-russe des Soviets le 10 juillet 1918. Pour les élections aux congrès des soviets, les soviets ruraux élisaient 1 député par 25.000 habitants tandis que les soviets urbains élisaient 1 député pour 5000 électeurs.

là la vraie « *lutte finale* » de la chanson.

— Et cette opposition des paysans présente des caractères aigus...

— Le paysan voit que notre gouvernement, malgré ses erreurs et ses contraintes a fait quelque chose pour lui, le plaçant en un rang qu'il n'avait jamais atteint ; surtout il comprend que le gouvernement est fort, a des moyens de se faire obéir ; et il nous accepte.

— Et l'armée ? Je crains qu'avec le rétablissement des galons, du salut, etc... on ne substitue à l'esprit révolutionnaire l'automatisme du devoir.

— Tout cela est matière à discussion. Mais il faut comprendre que, pour faire une révolution, l'esprit ne se révolutionne pas d'un seul coup. Cela viendra avec le temps et l'éducation. Dans l'armée comme ailleurs, il est des éléments en relief, qui font un labeur positif, qui voudront se différencier des passifs, des poltrons et qu'il est utile de stimuler. Nous ne devons pas oublier que l'égalité ne peut pas s'établir soudainement : elle n'aurait pas de consistance, de durée. Il est sage de savoir s'adapter aux circonstances ; nous devons faire des efforts pour amener les masses à nos conceptions.

Notre doctrine n'est pas un dogme ; actuellement, la distance est grande entre notre idéal et nos réalisations. En principe, vous savez bien que nous allons contre l'Etat ; mais après l'avoir détruit, nous créons l'Etat socialiste avec un fort appareil de contrainte pendant la période transitoire. C'est un défaut de se montrer trop absolu dans les idées.

— En tout cas, cela ne justifie guère le rétablissement des galons et des saluts.

— Je ne sais trop à quelles raisons techniques a obéi l'état-major pour les rétablir ; peut-être pour reconnaître les officiers dans le combat ; je n'en suis pas sûr. Mais, camarade, si vous pouvez faire la Révolution, il est nécessaire de vous presser et après, s'il vous est loisible de suivre d'autres tactiques, faites-le : tant mieux, tant mieux !

— Et combien de temps peut durer la dictature du prolétariat ?

— Cela dépend des pays et de l'avancement du prolétariat ; mais cela durera longtemps. Ici, en Russie, on n'en voit pas la fin.

— Ne croyez-vous pas que vous devriez permettre la critique sincère, qui tend à empêcher les déviations de l'activité révolutionnaire ?

— A la suite de la révolution d'octobre, la liberté de la presse a été respectée ; même des journaux bourgeois ont continué à paraître. Bientôt nous pûmes nous convaincre qu'un journal était une force d'organisation et une agence d'espionnage au service des armées contre-révolutionnaires. Et nous fûmes obligés de supprimer la liberté de critique par la presse, le livre et la tribune.

— Avec les bourgeois, d'accord ; mais avec les éléments révolutionnaires, les anarchistes par exemple ?

— De ceux-là on peut admettre le droit de critique : et ici, en Russie, les anarchistes jouissent d'une liberté qu'ils ne connaissent pas dans les autres pays.

Vilkens, Charpentier syndiqué.